

Burundi : le président appelle la "jeunesse" de son parti à être "plus virulents"

La Libre Belgique, 18 novembre 2020 Burundi : le président Ndayishimiye encourage les milices Imbonerakure : « Protégez-nous de l'ennemi ! » Ceux qui espéraient encore que l'arrivée de la Présidence du général Ndayishimiye pourrait se traduire par une amélioration du respect des droits de l'Homme au Burundi vont devoir se rendre à l'évidence : rien ne permet de le croire.

Le nouveau chef de l'Etat a ainsi, cette semaine, encouragé la milice de son parti, les Imbonerakure, en les encourageant plus de zèle encore, alors qu'ils sont dénoncés depuis des années pour leurs exactions (vols, viols, passages à l'incendie de maisons, tortures, meurtres) contre la population. Cette semaine est, au Burundi, celle des « combattants », soit la « jeunesse » du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, considéré comme une milice par le chef de l'Etat, qui est aussi secrétaire général du parti, a prononcé lundi un discours au siège de ce dernier, rapporté par SOS Medias Burundi, pour lequel travaillent des journalistes basés à l'extérieur du pays en raison de la chasse aux sorcières dont ils ont été victimes depuis 2015. Selon leur traduction, le président Ndayishimiye s'est adressé aux miliciens en ces termes : « Voulez-vous que je vous décrive les ennemis ? Quand vous entendez quelqu'un demander pourquoi une personne veille, sachez bien que c'est un voleur. Vous entendrez des gens qui veulent empêcher les Burundais de faire des rondes nocturnes ; n'avez-vous pas entendu ceux qui disent que les Imbonerakure sont mauvais parce qu'ils font des rondes ? Sachez que celui qui le dit est un ennemi. Il voit une brèche mais se rend compte que l'ennemi est gardé ; il te qualifie d'ennemi pour te décourager afin qu'il puisse entrer. Je voudrais vous dire, vous les Imbonerakure ici présents : soyez plus virulents ! Protégez-nous contre l'ennemi ! ». Le président Ndayishimiye s'est aussi adressé aux associations de la société civile et aux journalistes qui « tuent » des gens, selon lui, et se veulent « intouchables ». Il a ajouté que les journalistes devaient « informer la police » de ce qu'ils apprennent ; « le devoir constitutionnel », n'a-t-il pas craint d'ajouter. « Tu ne peux pas dire je suis journaliste, je suis prêt à refuser d'informer la police. MFC